

tous à la Chambre, à savoir, le développement soutenu sans inflation. Pas plus que mes conseillers, je ne saurais dire au juste comment s'y prendre, mais je suis porté à croire comme M. Rasminsky que nous ne pouvons pas compter uniquement sur les moyens traditionnels.

L'INSPECTION DES BANQUES ÉTRANGÈRES  
DÉCRÉTÉE PAR LES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant):** J'aimerais répondre à une question que le chef de l'opposition m'a posée le 13 mars. Le 13 février, j'ai informé la Chambre que le gouvernement avait fait des instances auprès des autorités américaines au sujet de ce que nous estimions être des clauses extraterritoriales des modifications qu'on projetait d'apporter aux règlements du *Federal Reserve Board* des États-Unis régissant l'activité à l'étranger des banques contrôlées des États-Unis. Au début de cette semaine, en réponse à une question du chef de l'opposition, j'ai dit que nous n'avions pas encore reçu de réponse des États-Unis.

Je tiens maintenant à vous faire savoir que les autorités américaines ont répondu à nos instances. Hier, le *Federal Reserve Board* a annoncé la mise en œuvre de règlements qui n'auraient pas les conséquences extraterritoriales que comportaient, d'après le gouvernement canadien, les projets antérieurs. Le *Federal Reserve Board* espère que les succursales et filiales étrangères de chaque banque membre régiront leurs affaires conformément aux lois des pays où se poursuivent leurs opérations. Voilà un heureux aboutissement de nos instances.

LES ENTRETIENS AVEC LES PROVINCES AU  
SUJET DE L'ASSURANCE-DÉPÔTS

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. George Hees (Northumberland):** Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Finances. Alors qu'il préparait son programme fédéral d'assurance-dépôts, s'est-il entretenu de cet important sujet avec les premiers ministres ou les ministres des Finances des provinces?

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, durant la mise au point de la mesure législative, mes fonctionnaires étaient en rapport constant avec leurs homologues de toutes les provinces, y compris le Québec.

**L'hon. M. Hees:** Une question supplémentaire. Le ministre des Finances a-t-il pris la

[L'hon. M. Sharp.]

peine de s'adresser directement aux premiers ministres ou aux ministres des Finances des provinces?

**L'hon. M. Sharp:** Le seul ministre avec lequel je me suis entretenu n'était pas un ministre des Finances, mais le ministre des institutions financières, je crois, de l'Ontario, qui exhortait le gouvernement fédéral à agir le plus vite possible dans le cas de l'assurance-dépôts.

J'ajoute, monsieur l'Orateur, et la Chambre s'en souvient sans doute, que ma première intention était simplement de présenter un bill pour que tous les gouvernements provinciaux puissent examiner attentivement la question avant que je demande à la Chambre d'agir. Néanmoins, en raison de l'urgence de la question et des pressions considérables exercées sur le gouvernement par les provinces, notamment l'Ontario, avec l'appui de tous les membres de la Chambre, nous sommes allés de l'avant avec l'assurance-dépôts un peu plus tôt que nous ne l'avions d'abord prévu.

LA DÉFENSE NATIONALE

LE DISCOURS DU MINISTRE À HAMILTON

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de la Défense nationale une question à propos du discours qu'il a prononcé récemment lors d'une réunion libérale à Hamilton. Cessera-t-il jamais de salir la réputation d'anciens officiers qui se sont distingués au combat et savent mieux que le ministre, dont l'expérience est limitée, quels sont les besoins du Canada en matière de défense?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. La question est irrecevable.

PENHOLD (ALBERTA)—LA RÉOUVERTURE DE  
L'ÉCOLE MILITAIRE

A l'appel de l'ordre du jour.

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre si une décision a été prise quant à la réouverture de la base de Penhold en Alberta pour servir à la formation des pilotes et aux exercices aériens? Sinon, la question est-elle à l'étude?

**L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, j'ignore si une décision a été prise, assurément pas à l'échelon ministériel. Par contre, je sais que la question de l'utilisation future de cette base a fait l'objet d'un examen par le commande-